

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions**  
**- TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0B2 / Noyau 0B2**  
**Gatineau**  
**Quebec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

**Revision to a Request for Supply**  
**Arrangement - Révision à une demande**  
**pour un arrangement en matière**  
**d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
 Services Procurement-Instruments Management  
 Division/Approvisionnement de services-Gestion des  
 instruments  
 11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
 11C1, Place du Portage III  
 Gatineau  
 Quebec  
 K1A 0S5

|   |  |
|---|--|
| <b>Title - Sujet</b><br>PASS Renewal 2015   |  |
| <b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b><br>E60ZQ-140002/B  | <b>Date</b><br>2015-02-27                    |
| <b>Client Reference No. - N° de référence du client</b><br>E60ZQ-140002   | <b>Amendment No. - N° modif.</b><br>007      |
| <b>File No. - N° de dossier</b><br>006zq.E60ZQ-140002   | <b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>       |
| <b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b><br>PW-\$\$ZQ-006-28304  |  |
| <b>Date of Original Request for Supply Arrangement</b> 2014-12-30<br><b>Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale</b>   |  |
| <b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b><br><b>at - à 02:00 PM</b><br><b>on - le 2015-03-03</b>  |  |
| <b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b><br>de Leon, Philip  | <b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b><br>006zq  |
| <b>Telephone No. - N° de téléphone</b><br>(819) 956-6489 ( )  | <b>FAX No. - N° de FAX</b><br>(819) 997-2229 |
| <b>Delivery Required - Livraison exigée</b>   |  |
| <b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b><br><b>Destination - des biens, services et construction:</b><br>VARIOUS  |  |
| <b>Security - Sécurité</b><br>This revision does change the security requirements of the solicitation.<br>Cette révision change les besoins en matière de sécurité de l'invitation. |  |

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

|  |                          |                          |
|--|--------------------------|--------------------------|
| <b>Acknowledgement copy required</b>   | <b>Yes - Oui</b>         | <b>No - Non</b>          |
| <b>Accusé de réception requis</b>  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b><br><b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>   |                          |                          |
| <b>Signature</b>   | <b>Date</b>              |                          |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print)<br>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant.<br>(taper ou écrire en caractères d'imprimerie) |                          |                          |
| <b>For the Minister - Pour le Ministre</b>   |                          |                          |

L'objectif de la présente modification N° 007 est le suivant :

- répondre aux nouvelles questions;et
- modifier la demande de soumissions en conséquence.

#### **Questions et réponses – Ensemble 6**

|     |   |
|-----|---|
| Q72 | <p><b>Selon la question et réponse Q62, la modification par le Canada a la période durant laquelle les projets de référence soient considéré comme admissible (de « 5 années précédant la date de clôture de la DAMA » a « 5 années précédant la date de DAMA originale ») est incompatible avec les justes pratiques de passation des marchés, ce que nous ne croyons pas Le Canada a l'intention de faire. En particulier, les soumissionnaires ont eu deux mois pour préparer le projet références que qualifier avec les termes de la DAMA. Un changement matériel pour les critères de qualification de ces références de projet l'après-midi avant la soumission date d'échéance est déraisonnable. Par cette modification, le Canada peut porter préjudice a la concurrence, contrairement à l'intention de cette modification.</b></p> <p><b>Plus précisément, la réponse modifie le contenu de notre réponse de façon significative et nous avons investi beaucoup de temps et d'efforts pour répondre aux exigences de la DAMA en conformément à la précédente date de clôture. Fournissant d'autres projets pour répondre à ce changement de matériau est coûteux et préjudiciable aux soumissionnaires qui aurait rencontré le délai précédent.</b></p> <p><b>Nous demandons que cette modification soit inversé, pour être cohérente avec justes pratiques de passation des marchés publics.</b></p> |
| R72 | <p>L'intention de la modification était d'établir une période déterminée pendant laquelle les projets de référence serait considéré comme valide, étant donné l'exigence tel qu'il était. À la suite d'une étude approfondie, l'exigence est modifié ci-dessous; le changement répond à des préoccupations soulevées dans Q62 et ceux ci-dessus, comme il va fournir une date (5 ans à compter de la date d'imputation originale) mais aussi de permettre plus de projets récemment achevés à être fournis à titre de référence.</p>  |
| Q73 | <p><b>Nous éprouvons des inquiétudes importantes à l'égard des réponses données aux questions 20 et 62 et des changements apportés récemment aux exigences techniques dans les modifications n<sup>os</sup> 1 et 5.</b></p> <p><b>Nous saisissons bien toute la pertinence d'un projet réalisé au cours des cinq dernières années. Toutefois, nous comprenons mal en quoi il importe que le projet ait été entamé au cours des cinq dernières années. De nombreux projets, en particulier ceux touchant le volet 4 (vérifications judiciaires), peuvent comporter des enquêtes ou des poursuites judiciaires dont l'aboutissement peut prendre un certain nombre d'années. Essentiellement, il importerait ici de savoir si une partie importante des travaux à réaliser a été menée à bien au cours des cinq dernières années.</b></p> <p><b>Nous avons déjà consacré beaucoup d'efforts à la rédaction d'exposés de cas et à l'obtention des références en vue de démontrer l'expérience de notre entreprise et, ainsi, de nous qualifier. Il y a fort à parier que, par suite de ce changement, les soumissionnaires devront trouver ou remplacer un ou deux projets et qu'ils manqueront peut-être de temps à cet égard. Au fil des ans, nous avons vu de</b></p>   |

|     |   |
|-----|---|
|     | <p><b>nombreuses demandes de propositions qui exigeaient un projet mené à bien au cours des cinq dernières années, mais aucune qui exigeait un projet entamé au cours du même délai de cinq ans.</b></p> <p><b>Nous demandons à TPSGC d'envisager la possibilité de revenir à l'exigence initiale, à savoir que le projet doit avoir été mené à bien au cours des cinq dernières années sans égard à la date à laquelle il a été entamé. Ce changement devrait être fait au moins pour le volet 4.</b></p>  |
| R73 | Reportez-vous à la réponse donnée à la question Q72. De plus, la requête concernant volet 4 est acceptable. Voyez la modification ci-dessous.   |
| Q74 | <p><b>L'exigence EO1 stipule ce qui suit : « Quatre (4) projets commencés et réalisés au cours des cinq (5) dernières années précédant la date de clôture des soumissions, dont la valeur relative au volet pertinent est supérieure à 40 000 \$ ». Le volet 5 concerne surtout des vérifications d'états financiers qui, bien qu'elles soient réalisées tous les ans, sont habituellement confiées à un entrepreneur en lot de deux ou de trois dans le cadre d'un contrat de cinq ans. Le seuil de 40 000 \$ renvoie-t-il aux honoraires annuels du vérificateur ou à la valeur du contrat? Plus précisément, un contrat de trois ans pour l'exécution de trois vérifications annuelles d'états financiers en contrepartie de 30 000 \$ par an (valeur du contrat : 90 000 \$) respecterait-il ce seuil de 40 000 \$?</b></p>   |
| R74 | Comme l'indique la réponse donnée à la question Q55 dans la section Questions et réponses – Ensemble 4 de la modification 005, les seuils indiqués à l'égard du volet 5 (et de tous les autres volets) font référence à la valeur individuelle des vérifications et non à la valeur du contrat. Dans votre exemple, le seuil indiqué ne serait pas respecté parce que chaque vérification est d'une valeur de 30 000 \$. Selon les données disponibles, la valeur moyenne des projets visés par tous les volets est supérieure aux seuils indiqués. Par conséquent, l'exigence ne sera pas modifiée.  |
| Q75 | <p><b>La question Q11, sur laquelle une autre entreprise a posé la question Q49 (à laquelle vous avez répondu en reprenant la réponse donnée à la question Q11), pose problème. En effet, la réponse que vous avez donnée jusqu'à présent semble CONTREDIRE la demande de propositions (version initiale et modifications), et elle pourrait nuire à de nombreuses entreprises, voire la plupart d'entre elles.</b></p> <p><b>Les exigences EO1, EC1a) et EC1b) de la demande de propositions portent sur l'expérience de l'ENTREPRISE par rapport aux volets. Les fournisseurs doivent décrire notamment quatre (4) projets ET doivent donner, conformément aux exigences EC1a) et EC1b), les renseignements suivants sur les projets :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nom de l'organisme client;</li> <li>- Nom, numéro de téléphone et courriel de représentant du client;</li> <li>- Portée, ampleur en valeur monétaire et en ressources et durée du projet (dates de début et de fin – mois/année);</li> <li>- Ampleur du travail en jours/professionnels;</li> <li>- Objectif et résultat du projet;</li> <li>- Description du rôle et des responsabilités du fournisseur dans le cadre du projet.</li> </ul> <p><b>En ce qui concerne les exigences EO1, EC1a) et EC1b), la réponse donnée est logique; (comme d'habitude) nous devons fournir une description de projets ET donner les</b></p> |

|     |  |
|-----|--|
|     | <p><b>coordonnées des références que nous citons à leur égard. De telles exigences sont courantes.</b></p> <p><b>OR, vous ne cessez pas de répondre que cela s'applique AUSSI à l'exigence EO2.</b></p> <p><b>À l'exigence EO2, la DEMANDE DE PROPOSITIONS demande que nous démontrions QUE chaque ressource désignée que nous proposons possède les diplômes et les certificats AINSI QUE les ANNÉES d'expérience décrits dans l'énoncé des besoins (pour chaque volet concerné).</b></p> <p><b>Elle ne demande PAS des « références » pour CHAQUE projet qu'une personne doit réaliser pour cumuler les années d'expérience exigées. Comme l'indique le fournisseur à la question Q49, cela représenterait des</b></p> <p><b>- douzaines de références remontant jusqu'à des dizaines d'années, voire des centaines.</b></p> <p><b>À nulle part dans la demande de propositions, il est question de renseignements à donner sur des références de projet pour les RESSOURCES visées par l'exigence EO2. SEULEMENT les exigences EO1, EC1a) et EC1b).</b></p> <p><b>Veuillez le confirmer et/ou donner des précisions. AUSSI, si les entreprises doivent bel et bien citer des références (et leurs coordonnées) pour les projets réalisés par chacune des ressources désignées, nous demandons un report substantiel du délai.</b></p> |
| R75 | <p>Pour l'exigence EO2, le Canada demande que les fournisseurs identifient dans leur arrangement le poste (p. ex. directeur) ou l'unité de travail (p. ex. division, direction), ou les deux, de l'organisation cliente qui a reçu les services. Les noms spécifiques ne doivent pas être fournis s'ils ne sont pas disponibles, mais, l'information devrait permettre au Canada de vérifier l'expérience des ressources nommés.</p>   |
| Q76 | <p><b>La modification n° 5 publiée le 25 février sur le site-web Achats et ventes de TPSGC pour le renouvellement SPSV 2015 - demande n° E60ZQ-140002/B a changé les exigences techniques obligatoires n°s 1 et 2 (EO1 et EO2) par la suite: de « Quatre (4) projets commencés et réalisés au cours des cinq (5) dernières années précédant la date de clôture des soumissions,... » à « Quatre (4) projets commencés et réalisés au cours des cinq (5) dernières années précédant la date de DAMA originale (2014-12-30),... ».</b></p> <p><b>Nous demandons que TPSGC envisagera d'accepter les projets achevés depuis la date de clôture des soumissions. Nous avons terminé notre soumission pour répondre à l'original date de clôture du 26 février 2015 et encourues effort significatif de document et obtenir des références de projets compatibles qui ont été terminées avant la date de clôture des soumissions, conformément à l'exigence initial. Un changement arbitraire à la dernière minute du projet date de fin rendra notre soumission non conforme et exigent que nous devons réécrire notre proposition et supporter des efforts au sein d'une rallonge courte.</b></p>   |
| R76 | <p>Reportez-vous à la réponse donnée à la question Q72.</p>  |

**La DAMA est modifiée comme suit :**

---

**À la Pièce jointe B, Critères d'évaluation techniques de l'arrangement en matière d'approvisionnement :**

**SUPPRIMER** : l'exigence technique obligatoire E01 en entier

**INSÉRER** : l'exigence technique obligatoire E01 modifiée comme suit :

**E01)** Pour chaque volet faisant l'objet d'une réponse, le fournisseur doit présenter des projets réalisés en indiquant la valeur en dollars comme suit :

Volet 1 - Services de vérification interne;

Volet 3 - Technologies de l'information et vérifications du système;

Volet 5 - Vérification externe; et

Volet 8 - Vérifications des bénéficiaires et des contributions :

Quatre (4) projets commencés et réalisés\* dans le délai de cinq (5) ans à compter de la date de DAMA originale (2014-12-30) et se terminant à la date de clôture des soumissions, dont la valeur relative au volet pertinent est supérieure à 40 000 \$.

Volet 4 - Vérification judiciaire :

Quatre (4) projets commencés et réalisés\* dans le délai de cinq (5) ans à compter de la date de DAMA originale (2014-12-30) et se terminant à la date de clôture des soumissions, dont la valeur relative ce volet pertinent est supérieure à 50 000 \$.

Volet 6 - Services de comptabilité financière :

Quatre (4) projets commencés et réalisés\* dans le délai de cinq (5) ans à compter de la date de DAMA originale (2014-12-30) et se terminant à la date de clôture des soumissions, dont la valeur relative ce volet pertinent est supérieure à 20 000 \$.

Volet 2 - Inspections professionnelles; et

Volet 7 - Formation en matière de contrôle interne :

Deux(2) projets commencés et réalisés\* dans le délai de cinq (5) ans à compter de la date de DAMA originale (2014-12-30) et se terminant à la date de clôture des soumissions, dont la valeur relative ce volet pertinent est supérieure à 10 000 \$.

**\*Les fournisseurs doivent indiquer la date de commencement et d'achèvement de chaque projet. Les projets doivent être réalisés par le fournisseur et pas les ressources proposés.**

**Toutes les autres modalités demeurent inchangées et doivent s'appliquer.**